



GROUPE INTERSUD

FACILITATEUR DE CHIFFRE D'AFFAIRES

Lettre d'information n°90- Novembre 2022

Cette lettre vous est proposée par INTERSUD, AFRECO, G2C et GCI et sera diffusée à leurs fidèles clients

Alerte sur les trésoreries d'entreprises

La crise énergétique, les tensions sur les prix et les approvisionnements combinées au ralentissement de la demande fragilisent les entreprises, notamment les plus petites d'entre elles. Trois chiffres sont particulièrement parlants.

-0,8% pour le PIB en 2023 ?

La conjoncture n'en finit décidément pas de jouer aux montagnes russes. Après la crise sanitaire et le choc des confinements successifs, et la reprise vigoureuse qui les a suivis, l'humeur est désormais à la morosité. La Banque Centrale européenne a ainsi revu à la baisse ses prévisions de croissance pour 2022 et 2023. Elle table sur une croissance du PIB réduite à +3,1% en 2022 et +0,9% en 2023. Mais dans un scénario baissier, ces chiffres pourraient être ramenés à +2,8% en 2022 et -0,9% en 2023. Et si la France semble plus résiliente, notamment en raison des différents boucliers tarifaires mis en place par le gouvernement, les prévisions ne sont plus que de +2,6% de croissance pour 2022 et +0,8% pour 2023. Voire +2,6% pour 2022 et -0,8% en 2023 dans un scénario baissier, indiquait la Banque de France en octobre.

38% des entreprises inquiètes sur leur trésorerie

Or les entreprises abordent cet épisode tumultueux dans une situation fragilisée. « La situation de trésorerie continue de se dégrader dans l'industrie, et ressort très en-deçà de sa moyenne de long terme, aussi bien pour les grandes entreprises que pour les PME », indique ainsi le grand argentier français dans ses dernières prévisions. Cette dégradation est liée notamment au coût des matières premières et de l'énergie. Elle touche plus particulièrement certains secteurs industriels comme l'industrie

pharmaceutique, la chimie, le bois, papier, imprimerie et les équipements électriques.

Elle est confirmée par une récente enquête réalisée auprès de 2428 dirigeants de TPE-PME par la Confédération des PME (CPME) et publiée début novembre. 38% des chefs d'entreprise jugent leur situation de trésorerie faible, et 48% signalent des retards ou incidents de paiement de la part de leurs clients. Plus de 56% des entreprises ont des difficultés à s'approvisionner. La crise énergétique est également une vraie bombe à retardement : en 2023, l'énergie représentera plus de 3% des coûts pour 60% des entreprises ! Les entreprises se trouvent, autrement dit, coincées entre des coûts qui augmentent et des prix de vente qu'elles ne peuvent manier avec autant de dextérité.

7 à 13% des entreprises incapables de rembourser leur PGE

A ces difficultés conjoncturelles s'ajoute la nécessité de commencer à rembourser les PGE (prêts garantis par l'Etat) contractés pendant la crise sanitaire. En juin 2022, 798 850 PGE avaient été octroyés pour un montant total de 142,76 milliards d'euros. 81% ont été accordés à des TPE et 14% à des PME, les TPE représentant 28,50% des montants et les PME 46,50%. Le commerce et l'industrie sont particulièrement concernés. Pour l'instant, la médiation du crédit a été très peu sollicitée pour des restructurations de PGE : 304 dossiers sur le premier semestre 2022 alors que plus de 288 000 PGE commençaient à être remboursés à cette période.

Mais de plus en plus d'entreprises craignent de ne pas pouvoir s'acquitter de leurs traites. Selon la dernière enquête de conjoncture de BPI France, 64 % des PME / TPE répondantes ont obtenu un Prêt Garanti par l'État, dont 57 % ont utilisé plus de la moitié du montant accordé. 15 % des PME / TPE ont déjà remboursé leur prêt en intégralité ou comptent le faire d'ici la fin de l'année. Mais plus de 3/4 des dirigeants pensent donc l'amortir sur plusieurs années. Une minorité (7 %) redoute de ne pas être en mesure de pouvoir le rembourser. Selon l'enquête de la CPME, ce pourcentage s'élève à 13% des entreprises ayant contracté un PGE !

Dans cet horizon perturbé, tous les repères deviennent flous. Comment connaître, vraiment, la situation financière de ses partenaires ? La prudence mais surtout l'information s'imposent : une trop grande frilosité contribuerait à contracter l'activité ! Plus que jamais, il est donc important de mieux connaître ses clients et fournisseurs. Les analystes d'Intersud, Afreco, G2C et GCI se tiennent à votre disposition pour y voir plus clair.

Intersud

 04 9119 02 00

Afreco-G2C

 04 72 88 69 00

GCI

 04 37 69 71 50

